Études ottomanes (XV^e-XVIII^e siècles)

Nicolas Vatin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/3537>

DOI : 10.4000/ashp.3537

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2020

Pagination : 64-73

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Nicolas Vatin, « Études ottomanes (XV^e-XVIII^e siècles) », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 151 | 2020, mis en ligne le 09 juillet 2020, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/3537> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.3537>

ÉTUDES OTTOMANES (XV^e-XVIII^e SIÈCLES)

Directeur d'études : M. Nicolas VATIN,
membre de l'Institut

Programme de l'année 2018-2019 : I. *Lecture et commentaire des* Ġazavât-ı *Hayr ed-dîn Paşa*.
— II. *lecture et commentaire de documents ottomans des archives du baile de Venise*.

On a continué durant le premier semestre la lecture et le commentaire des *Ġazavât-ı Hayr ed-Dîn Paşa* (*Geste de Hayr ed-Dîn Paşa*), biographie des frères Barberousse rédigée par Seyyîd Murâd¹. Le séminaire a été consacré aux folios 269v-290r, qui couvrent la période allant de l'automne 1535 à la bataille de Prévêza en septembre 1538.

L'année 1535 avait été marquée par la reprise de Tunis par Charles Quint, désastre que les *Ġazavât* minimisent habilement sans le nier, puis par un hardi coup de main sur Minorque qui resta dans les mémoires. C'est au lendemain de cette affaire que commencent les pages lues cette année. Le sac de Minorque avait permis de renflouer les caisses et, mieux encore, de redorer le blason de *Hayr ed-Dîn*. Dans un évident souci de propagande, la chronique nous montre Charles Quint demander la couronne impériale au Pape au motif qu'il s'est emparé de Barberousse et se trouver bientôt ridiculisé quand il apparaît qu'il ne s'agit que de rodомontades. Il n'a plus désormais qu'un but : s'emparer d'Alger (269v-271r). Cet intermède comique, qui n'a pas de fondement historique, vient renforcer l'effet de l'affaire de Minorque : la perte de Tunis est oubliée et c'est *Hayr ed-Dîn* qui désormais a la stature d'un vainqueur.

Le passage suivant (271r-272r) est consacré au voyage d'Alger à Istanbul, que *Hayr ed-Dîn* fait avec sa famille : même si Alger demeure à lui, sous le contrôle de son fidèle esclave Hasan, une page est désormais tournée et le choix d'Istanbul apparaît définitif. Quittant Alger en octobre², la flottille suit le rivage africain, via Tripoli en novembre³, pour arriver à Istanbul à la fin de l'année. Le choix de cet itinéraire peut avoir été dicté par la saison qui rendait le voyage en mer dangereux. Cela permettait également à *Hayr ed-Dîn* de s'assurer de la fidélité de certaines places qui lui étaient restées favorables malgré la perte de Tunis, comme Sousse et Monastir⁴. Une dernière hypothèse pourrait être qu'il souhaitait éviter de rencontrer la flotte ennemie. Mais, sur ce point, la chronique offre une version toute différente, puisqu'elle affirme qu'Andrea Doria s'était par peur dissimulé dans une île au large de laquelle son rival

1. Présentation du texte, de l'auteur et des manuscrits dans mon rapport pour l'année 2008-2009. Nous travaillons sur le fac-similé reproduit, avec un appareil critique, par Aldo Gallotta, « Il Ġazavât-ı Hayreddîn Paşa di Seyyîd Murâd », *Studi Magrebini*, 13 (1981).
2. Le 15 octobre 1535 d'après Diego de Haëdo, *Histoire des rois d'Alger*, H.-D. de Grammont trad., rééd., Saint-Denis, Bouchène, 1999, p. 66.
3. Giacomo Bosio, *Dell'Istoria della Sacra Religione et Illustrissima Militia di San Giovanni Gierosolimitano*, Rome, Guglielmo Faccioto, 1594-1602, II, p. 158.
4. Cf. Marmol, *L'Afrique de Marmol*, Nicolas Perrot trad., Paris, 1567, p. 496-498, ou le rapport de Saint-Blancard, dans Ernest Charrière, *Négociations de la France dans le Levant*, I, Paris, Imprimerie nationale, 1848, p. 342.

passa sans le voir. C'est certainement faux, mais l'anecdote (peut-être fondée d'ailleurs sur une mauvaise interprétation de faits exacts), en ridiculisant Doria, renforce à nouveau le statut du héros. Petite touche par petite touche, la chronique fait que le vaincu de Tunis semble rentrer en triomphateur.

Propagande conforme sans doute à la version officielle ottomane puisque, malgré son échec et malgré l'élimination du grand vizir İbrâhîm Paşa son patron, Hayr ed-Dîn fut bien reçu par Soliman (272r). Il obtint même le commandement de la flotte pour la campagne de l'année suivante : en 1536, dans le cadre d'une entente avec les Français⁵, Hayr ed-Dîn fut envoyé ravager les Pouilles avec une flotte d'importance moyenne et s'empara de La Castella (près de Crotone) qu'il mit à sac (272r-v).

La campagne suivante (272v-274v), connue dans l'historiographie ottomane comme la « campagne de Corfou », était d'importance bien plus considérable, étant dirigée par Soliman en personne. Tandis que ce dernier se déplaçait vers l'Adriatique par voie de terre, la flotte gagna séparément le port albanais de Vlorë. Pour cette opération impériale, le commandement maritime ne fut pas confié à Hayr ed-Dîn – ce qui confirme le caractère encore ambigu de sa position à la Porte –, mais à son ennemi Lütîfî Paşa. Ce fut ce dernier qui partit ravager les côtes ennemies en Italie méridionale, tandis que Hayr ed-Dîn, chargé d'aller aux devants d'un convoi d'approvisionnement en provenance d'Égypte, ne prit pas part à ces combats. Il était de retour à Vlorë pour participer aux opérations alors décidées par Soliman contre la place vénitienne de Corfou, opérations bientôt abandonnées en raison de l'approche de l'hiver. La lecture de ce passage nous a amenés à nous interroger sur la nature de cette campagne somme toute peu brillante. Les observateurs occidentaux s'attendaient cette année-là à une opération d'importance contre l'Italie et plus précisément les Pouilles, territoire espagnol⁶. Ursu⁷ semble cependant estimer que, dès le départ, Venise avait été visée par la Porte qui lui reprochait d'avoir pris le parti de Charles Quint. Pourtant les Vénitiens ne semblent pas avoir fait cette analyse puisque, embarrassés par les avances de Doria, ils choisirent, tout en prenant des mesures de défense, de s'en tenir à une attitude de stricte neutralité. Mais dans le courant de juillet, les choses se gâtèrent sur le terrain, des Vénitiens prenant malencontreusement en chasse deux galères ottomanes qui menaient à Corfou le drogman Yûnus Beg envoyé par Soliman, affaire dont le développement servit aux Ottomans de *casus belli* contre Venise⁸. Du reste, aussi bien les *Ğazavât* que les récits contemporains de Maṭrakçı Naşûh ou Lütîfî Paşa présentent le siège de Corfou comme la conséquence de l'attitude maladroite de la flotte vénitienne pendant la campagne. Quant à Celâlzâde, s'il entame le récit de la campagne par un réquisitoire contre les Vénitiens coupables d'avoir une attitude

5. Cf. Ion Ursu, *La politique orientale de François I^{er} (1515-1547)*, Paris, Champion, 1908, p. 95-99; Gilles Veinstein, « Les campagnes navales franco-ottomanes en Méditerranée au xvi^e siècle », dans Irad Malkin éd., *La France et la Méditerranée. Vingt-sept siècles d'interdépendance*, Leyde, Brill, 1990, p. 311-334 (p. 316-317).

6. Cf. la correspondance de l'ambassadeur de France à Rome dans Charrière I, p. 321 sqq.

7. Ursu, p. 100-102.

8. Alberto Guglielmotti, *La guerra dei pirati e la marina pontificia dal 1500 al 1560*, I, Florence, Le Monnier, 1876, p. 437-439; Kenneth M. Setton, *The Papacy ad the Levant*, III, Philadelphie, The American Philosophical Society, 1984, p. 422-426.

hostile, il ne diffère pas des autres auteurs ottomans dans le récit des opérations : ce ne sont pas les intérêts vénitiens qui sont d'abord visés⁹. Matrakçı est d'ailleurs formel : Lütüf Paşa poussait Soliman à s'emparer des forts espagnols dans les Pouilles et ce sont bien les possessions espagnoles sur la côte italienne qui étaient visées par les instructions de Soliman le 11 juillet¹⁰. Quant à Lütüf Paşa, il fait intervenir une tierce puissance : le roi de France, qui se plaignait du tort que lui causait l'Espagnol et aurait promis l'envoi d'une flotte si celle de Soliman se rendait à Vlorë, ce qui aurait convaincu Soliman d'agir¹¹ : nous sommes dans le contexte de l'entente franco-ottomane et l'escadre de Saint-Blancard se rendit bien en Orient, même si elle arriva tard¹². Les objectifs de la flotte ottomane en 1537 paraissent donc assez clairs : il s'agissait de soutenir les Français en prenant pied dans le territoire espagnol d'Italie méridionale. Soliman avait-il l'intention de passer le détroit d'Otrante une fois une solide tête de pont établie ? Nous l'ignorons. Mais il paraît probable que son déplacement en personne à la tête d'une importante armée de terre répondait aussi à un calcul de politique intérieure qui pourrait avoir été déterminant, quoique négligé par les historiens. Les Vénitiens étaient informés que Soliman ferait le déplacement avec ses fils, ce que confirme Celâlzâde, qui signale la présence des princes Mehmed et Selîm, respectivement âgés de 16 et 13 ans¹³. On peut voir là le souci paternel de former ces jeunes gens à la guerre, mais il ne faut pas sous-estimer la portée symbolique de la traversée du territoire du sultan avec deux de ses fils. Il donnait ainsi à voir sa puissance et confortait le prestige de la dynastie dont le renouvellement était assuré. Cette analyse paraît confortée par le fait que, loin d'aller à marche forcée vers l'objectif militaire, le cortège s'arrêta à Elbasan pour de grandes chasses, pratique royale ostentatoire dont on sait le rôle dans l'affirmation du prestige de la dynastie¹⁴. Or le moment justifiait de telles manifestations : tous les chroniqueurs ottomans évoquent en effet la répression d'Albanais insoumis¹⁵, trois ans après l'occupation momentanée de Coron par les Espagnols, auxquels on reprochait aux indigènes d'avoir prêté main forte. Ainsi, quels qu'aient pu être les objectifs militaires de l'armée de terre en 1537, le premier but de cette impressionnante manifestation de force dans une région peu

9. Celâlzâde Muştafâ gennant Koca Nîşancı, *Geschichte Sultan Süleymân Kânûnîs von 1520 bis 1557 oder Tabakât ül-Memâlik ve Derecât ül-Mesâlik*, Petra Kappert éd., Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 1981, 284v-285r.

10. Matrakçı Nasûh, *Süleymânâme*, Davut Erkan éd., *Matrakçı Nasûh'un Süleymân-nâmesi (1520-1537)*, Yüksek Lisans Tezi, Marmara Üniversitesi, İstanbul, 2005, 287, 292r-v.

11. Lütüf Paşa, *Tevârîh-i âl-i 'Osmân*, İstanbul, Matba'-ı 'âmire, 1341/1925, rééd. İstanbul, Enderun, 1990, p. 357-358.

12. Cf. son journal dans Charrière I, p. 340-353, 371-385.

13. Charrière I, p. 331 ; Celâlzâde 286v.

14. Tülay Artan, « Ahmed I's Hunting Parties: Festing in Adversity, Enhancing the Ordinary », dans Amy Singer éd., *Starting with Food. Culinary Approaches to Ottoman History*, Princeton, Markus Wiener Publishers, 2011, p. 93-138 ; Marc David Baer, *Honored by the Glory of Islam. Conversion and Conquest in Ottoman Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 179-203 ; Nicolas Vatin, « Le gouvernement ottoman en déplacement à l'époque moderne », dans Sylvain Destephen, Josiane Barbier et François Chausson éd., *Le gouvernement en déplacement. Pouvoir et mobilité de l'Antiquité à nos jours*, Rennes, PUR, 2019, p. 381-395 (p. 390).

15. *Ğazavât*, 273r ; Celâlzâde, 287v ; Matrakçı, 292v ; Lütüf Paşa, p. 361.

sûre et menacée par Charles Quint et Doria pourrait avoir été de rappeler qui était le maître et quels risques on courait à l'oublier.

Tandis que Soliman avec l'armée de terre et Lûtfî Paşa avec le gros de la flotte regagnaient Istanbul, Hayr ed-Dîn continua la lutte contre Venise. Maintenant qu'on était en guerre avec la République, il était légitime de s'attaquer aux possessions en Méditerranée orientale de Venise ou de familles vassales. C'est ainsi qu'à la fin de la saison de 1537 (274v-276r), puis au début de celle de 1538 (278r-282v), Hayr ed-Dîn, par la force ou la menace, fit passer ces îles sous la domination ottomane, qu'il s'agît de gestion directe ou d'un accord avec les petites dynasties conservant leur influence locale en échange d'un tribut. Il est question en 1537 d'Égine, Kea, Kithnos, Paros, Naxos, Mikonos, Amorgos et Anafi puis, l'année suivante, de Skiathos, Skopelos, Skyros, Tinos, Andros, Sifnos, puis, après une campagne d'une semaine en Crète, de Karpathos et Astypalia. L'analyse du texte, éclairée par l'ouvrage fondé sur une documentation occidentale de B. Slot¹⁶, permet de se faire une idée plus complète de ces campagnes et de leur chronologie, mais il demeure un certain flou, notamment dans les itinéraires, qui s'explique par un fait que la chronique met bien en valeur : Hayr ed-Dîn commande en réalité deux flottilles distinctes, l'une composée de bateaux du sultan, l'autre de ses corsaires, chacune pouvant se fixer des objectifs différents, quitte à ce que la flotte impériale vienne à l'occasion en renfort des corsaires. La conquête ottomane de la Méditerranée orientale – ratifiée par le traité vénéto-ottoman de 1540, à l'exclusion de Tinos demeurée vénitienne quoique les *Ġazavât* semblent l'ignorer – est donc autant le fait d'un condottiere que d'un amiral.

En quittant la Crète, Hayr ed-Dîn se dirige vers l'Eubée où il sait pouvoir se réapprovisionner. C'est que le déclenchement des hostilités avec Venise a précipité la constitution d'une ligue chrétienne rassemblant les États Habsbourg, Gênes, Venise, le Saint-Siège, l'Ordre de Malte et le Portugal. Au début de l'été, une flotte était rassemblée à Corfou. Il fallut attendre l'arrivée de Doria et de ses contingents pour qu'une action commune se mît en place, menant à la bataille navale de Prévéza, mais Grimani, qui commandait la flotte pontificale, avait déjà tenté de s'emparer de ce fort quand Hayr ed-Dîn arriva dans la zone. La chronique lui attribue toute la gloire de l'échec de Grimani, dû en réalité à l'appui apporté par les forces terrestres ottomanes de la région. Quoi qu'il en soit, la flotte ottomane pénétra dans le golfe d'Arta, dont l'accès étroit était protégé par le fort de Prévéza. La tentative de blocus de ce détroit par Doria allait mener à la bataille de Prévéza. Le temps nous a manqué pour lire les passages consacrés à ce combat confus qui a alimenté de nombreuses pages d'histoire navale. Une lecture attentive des *Ġazavât* permettra peut-être d'éclaircir certains points mais en vérité le long passage que la chronique consacre à cet épisode (282v *sqq.*) vise moins à décrire la bataille navale et son contexte militaire et naval qu'à alimenter une polémique discrète avec les ennemis du héros.

Il apparaît en effet qu'un des objectifs de la rédaction des *Ġazavât* était de répondre point par point aux accusations ou calomnies qui couraient à Istanbul depuis l'arrivée et la promotion de Hayr ed-Dîn en 1533, qui avaient mis mal à l'aise les

16. B. J. Slot, *Archipelagus turbatus. Les Cyclades entre colonisation latine et occupation ottomane c. 1500-1718*, Leyde, Nederlands Instituut voor het Nabije Oosten, 1982, p. 73-78.

milieux dirigeants jaloux de cet aventurier qui n'avait pas suivi le *cursus honorum* d'un pacha ottoman¹⁷. Les passages étudiés cette année sont particulièrement éclairants à ce sujet. Dans son récit de la campagne de Corfou, Lütüfî prétend malicieusement que Hayr ed-Dîn avait trouvé un prétexte pour ne pas participer aux combats dans les Pouilles et avait fait marche arrière sur 400 milles, se privant ainsi de *gazâ* et de butin¹⁸. Les *Gazavât* répondent que c'est sur l'ordre du grand vizir Ayâs Paşa que leur héros était allé avec 60 voiles à la rencontre de bateaux en provenance d'Égypte – ce qui paraît d'ailleurs probable¹⁹ – et que c'est son absence qui donna aux Vénitiens l'audace d'attaquer Lütüfî, dont les *Gazavât* donnent à entendre qu'il ne se montra pas particulièrement brillant. L'année suivante, les préparatifs de la campagne navale de 1538 sont l'occasion d'un violent conflit entre Hayr ed-Dîn et les pachas du divan (276r-278r). Partant en campagne pour la Moldavie, Soliman avait donné ses ordres pour la sortie de la flotte, mais la médiocre qualité des rameurs qu'on lui propose amène Hayr ed-Dîn à refuser de partir avec l'ensemble des bateaux prévus. Les pressions se multiplient :

[Ils] lui firent force grands reproches, lui disant : « Vraiment, fais-nous pour le moment la bonne grâce de prendre [les rameurs] disponibles qui sont venus, de pourvoir à cent cinquante bateaux et de sortir d'ici, car tu vas nous faire subir la colère du fortuné padichah. » Et ils lui baisèrent le cou et l'oreille. Mais il ne consentit pas. Telle fut la réponse que leur opposa Son Excellence le pacha : « Pachas ! Quoi que vous craigniez pour vos têtes, par Dieu je crains plus encore que vous pour la mienne, car l'ordre du padichah est [qu'on se procure] des hommes de qualité et aptes. Que puis-je faire de ces individus malades, infestés, vieux et invalides, qui n'ont pas la force de tirer la rame ni la capacité de faire quoi que ce soit ? Si je les rassemble et pars avec eux en campagne, quel profit en tirerai-je ? Car cela n'en finirait pas et ne servirait à rien. » Quand il leur eut ainsi exposé la situation, ils lui dirent : « Va donc ! Prends-les et sors, et puis laisse-les à Gallipoli si tu veux ou en Eubée si tu veux, pourvu que tu nous sauves ! » Il ne les écouta pas²⁰.

Le débat n'est pas seulement technique : il oppose, dans la vision des *Gazavât*, des fonctionnaires sans initiatives, refusant, au détriment des intérêts réels du maître, de prendre le moindre risque, à un vieux marin dont le franc-parler montre ce qu'est un vrai serviteur : un homme compétent et honnête qui sait quand il le faut prendre ses responsabilités. La question se repose avec acuité lors des événements de Prévéza. Hayr ed-Dîn y commande en chef. Pourtant, on le voit contraint d'abandonner une tâche urgente pour venir poliment aux devants des *sancağbegi* à la tête des troupes embarquées. Ceux-ci lui proposent des dispositions dont il tente de leur démontrer

17. J'ai développé tout ceci dans un article intitulé « Hayr ed-Dîn Barberousse : un pacha qui n'était pas du sérail », *Turkish Historical Review*, 10 (2019), p. 107-131.

18. Cf. Lütüfî, p. 360.

19. Les informateurs vénitiens signalaient en effet que de grosses nefes chargées de grains devaient aller directement à Vlorë (Charrière I, p. 332). Il est vrai que selon Maṭrakçı (292r-v), Hayr ed-Dîn et Lütüfî avaient reçu l'ordre d'aller ensemble dans les Pouilles et que Celâlzâde (288r) confirme que c'est ce qu'ils firent, mais il pourrait s'agir d'un travestissement des faits permettant de passer sous silence l'existence de dissensions au sein du haut État-Major. En effet les deux principaux intéressés concordent sur les faits (dont l'absence de Hayr ed-Dîn), même s'ils diffèrent sur leur signification.

20. *Gazavât*, 277r-v.

l'inanité. Quand il découvre que non seulement ils ont délibéré entre eux, mais qu'ils ont consulté un autre marin, son vieux camarade et rival Sinan « le juif », la colère l'emporte et il décide, pour leur donner une leçon, de céder aux instances de ces officiers incompetents. Telle est du moins la version des *Ğazavât*; le rapport envoyé à Soliman, que résume Celâlzâde, ne fait aucune allusion au différend et présente toutes les mesures comme prises par le commandant²¹. Bien entendu – mais c'est un passage qui n'a pas été lu en séminaire – les faits donneront raison au héros, sans pour autant (précise la chronique) mettre un terme aux ragots hostiles à son égard. L'épisode est particulièrement intéressant dans la mesure où il nous montre Hayr ed-Dîn contraint de montrer du respect à des officiers sous ses ordres et même à accepter contre son gré d'adopter les mesures qu'ils préconisent. Or des sources occidentales s'étaient faites l'écho du souhait de certains responsables ottomans d'imposer plusieurs *sancakbegi* au corsaire venu au service du sultan pour le surveiller et le contenir quand on lui confierait le commandement de la flotte impériale²². Sans que les *Ğazavât* le disent expressément, leur lecture donne le sentiment que cette mesure de prudence fut en effet appliquée à ce pacha hors norme et imprévisible qu'il valait mieux garder sous contrôle.

Le second semestre a été consacré à la lecture, la traduction et l'analyse de documents inédits du fonds des archives du baile de Venise, conservées à l'Archivio di Stato de Venise, travail qui s'inscrit dans le cadre d'un projet d'inventoriage de ce fonds mené avec M^{me} Elisabetta Borromeo (CNRS). Nous nous sommes plus précisément intéressés cette année à la *busta* 127-1, dossier qui traite d'affaires concernant les zones frontalières entre l'Empire ottoman et la République de Venise dans la première décennie du XVIII^e siècle, au lendemain de la guerre de Morée, période où les deux puissances s'efforcent de préserver des relations de bon voisinage. Trois affaires particulières ont été abordées.

Trois documents émis les 4 et 8 juillet 1703 par le cadi de Durrës, un '*arz* et deux *hüccet*, concernent le meurtre de Cristoforo, sujet vénitien de Perast (127-I, n^{os} 147, 148, 149) présenté comme un paisible marchand tué sans raison. L'intérêt du dossier est de nous montrer le développement de la procédure. Dans un premier temps Matteo, frère de Cristoforo, porte plainte et demande au cadi d'en référer à la Porte. Exigence qui s'explique par le statut de résident étranger (*müste'min*) du défunt. En transformant le cas en affaire diplomatique, Matteo contraint les autorités légales à agir, ce qu'elles font le jour même. Le procès-verbal de la plainte a pour témoins instrumentaires d'importants personnages locaux, signe que l'affaire est prise au sérieux. Une commission d'enquête est envoyée sur place, composée de deux personnages, l'un désigné par le cadi, l'autre par l'*emîn* de la *muķâta'a* de Durrës. Ce gestionnaire de la douane devait être particulièrement concerné, car si la sécurité des marchands étrangers n'était plus assurée, la prospérité de l'échelle et, partant, le revenu de la

21. Celâlzâde, 323v.

22. Cf. les rapports de l'ambassadeur impérial à la Porte Cornelius Schepper, dans Anton von Gevay, *Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte der Verhältniss zwischen Österreich, Ungarn und der Pforte im XVI. und XVII. Jahrhunderte aus Archiven und Bibliotheken*, II. *Gesandtschaft König Ferdinands I. an Sultan Suleiman I. 1534*, Vienne, 1839, p. 34, 52.

douane étaient menacés. La commission a pour seul objectif d'établir la réalité des faits : Cristoforo a été tué d'un coup de fusil, tiré sur le côté, ce qui confirme qu'on a affaire à un meurtre et non à une rixe. L'utilité de ce compte rendu remis sur sa demande au frère de la victime apparaît à la lecture du troisième document, de quatre jours postérieur. Cette fois, il s'agit d'une procédure contre le meurtrier présumé, mais le plaignant n'est plus le frère, soit qu'il ait jugé n'avoir pas un poids suffisant, soit qu'il ait pensé plus efficace de transformer une affaire privée en scandale diplomatique. C'est le consul de Venise qui intervient, avec ceux de France et des Pays-Bas. La participation de ces derniers peut s'expliquer par le fait qu'ils considéraient que la sécurité des marchands étrangers les concerne tous collectivement. De plus, la pratique des délégations consulaires communes pour donner plus de poids à une démarche devant les autorités ottomanes était une pratique courante. Quelle est l'efficacité de la démarche ? Quand l'huissier du tribunal se présente chez l'accusé, celui-ci refuse par deux fois d'obtempérer, ce qui est son droit. Tout ce que les consuls peuvent faire est d'obtenir une *hüccet* attestant ce refus, peut-être pour en faire usage dans une démarche auprès de la Porte.

Le deuxième dossier concerne le proposé aux écritures de l'échelle de Durrës (*yazıcı*)²³. Sa fonction n'est pas parfaitement claire. Il est présenté comme le *yazıcı* du consul de Venise, chargé de réceptionner et enregistrer les marchandises arrivant et partant probablement sous pavillon vénitien. À ce titre il touche un droit, le *yazıcılık*, qui est semble-t-il un droit consulaire, ce qui peut amener des marchands ottomans à regimber, notamment ceux de Kastoria, dans l'intérieur des terres, qui estiment n'avoir pas besoin de ses services. Apparemment désigné par le consul, il ne peut au demeurant exercer sa tâche qu'après avoir obtenu un *berât* du sultan. D'autre part, les *emîn* de la douane ont leur mot à dire et certains documents donnent l'impression que notre *yazıcı* percevait également les droits de douane destinés aux affermataires, donc en dernier recours au Trésor. Ajoutons qu'un document postérieur présente Nicolas Polimeno, qui avait été *yazıcı* et désormais traducteur du consul de France, comme un étranger en résidence provisoire, un *müste'min*. Cette confusion des genres semble avoir compliqué les choses. Il y a en effet débat. Un premier document, non daté, destiné au consul vénitien, montre des marchands musulmans ottomans acceptant l'homme désigné par le consul, non sans préciser les modalités du droit de *yazıcılık*. S'agit-il de Dimitri nommé dans le document suivant ? On l'ignore. Quoi qu'il en soit un firman du 2 février 1706 nomme Nicolas Polimeno en remplacement de Dimitri, à la suite du rapport (*i'lâm*) d'un cadi (vraisemblablement de Durrës), sollicité par des marchands de l'échelle qui se plaignent de la nomination de Dimitri selon eux incompetent et nuisible, obtenue sous la pression des *emîn* de la douane. Les requérants ont donc obtenu le rappel de l'ancien secrétaire Polimeno, qui avait leur confiance. Ce point est important, car le *yazıcı* avait apparemment la charge de réceptionner et enregistrer les marchandises : les marchands avaient besoin d'être sûrs qu'il n'y aurait pas de coulage. Or cette nomination ne semble pas aller de soi. D'autres marchands – ceux-ci ne sont pas de Durrës, mais naviguent sous pavillon vénitien – se plaignent des procédés de Polimeno et laissent entendre que c'est par fraude qu'il a obtenu

23. Les documents étudiés portent, dans la *busta* 127-I, les numéros 154, 158, 159, 162, 166, 170, 177.

l'*i'lâm* du cadi, se réclamant mensongèrement des marchands. Est-il sous-entendu que le cadi a été soudoyé ? Le consul vénitien intervient alors pour protester à son tour contre les empiètements de Polimeno. Il ajoute de nouveaux arguments : 1^o) Pourquoi désigner un consul par *berât* si on l'empêche de travailler ? 2^o) Les pratiques de Polimeno font fuir le commerce, ce dont souffrira le Trésor. On notera qu'une copie est destinée aux *emîn*, dont Polimeno, si l'on comprend bien, est l'homme. Une dernière saveur contre celui-ci prend la forme d'un *i'lâm* du cadi de Kastoria, dont le débouché maritime est Durrës. Il s'agit d'une plainte des marchands de la région, qui récusent le droit de Polimeno d'exercer une charge de *yazıcı* sur leurs marchandises (ils ont pour cela leur propre secrétaire) dès lors qu'ils ont payé les droits de douane. Il semble que Polimeno ait tenté de jouer sur les deux tableaux, à la fois comme percepteur des droits de douane pour le compte des affermataires et comme percepteur d'un droit consulaire en tant que préposé aux écritures du consul de Venise. L'intérêt du dossier est de voir s'opposer sur place, dans le cadre d'un différend purement local, des intérêts divergents : d'un côté les *emîn*, de l'autre les commerçants appuyés par le consul de Venise. Tout remonte à la Porte, dont on ignore comment elle réagit pour finir.

Le troisième dossier étudié est constitué de 9 documents rassemblés avec leur traduction italienne en un cahier portant la cote 188²⁴. L'affaire est provoquée par un placet remis à la Porte par le marchand Hüseyn de Mostar, qui se plaint d'avoir été capturé et dépouillé dans les eaux de l'Istrie par le capitaine français Môșu Fôrbin alors qu'il revenait de Venise sur un bateau vénitien. Retenu trois mois dans les Pouilles avant d'être libéré, il proteste que, contrairement aux victimes vénitiennes, il n'a pas été dédommagé par l'ambassadeur de France à Venise. Le premier document (188/6) est daté : il s'agit d'un firman de la décade du 25 février au 6 mars 1705 adressé au vali de Bosnie Hâzinedâr İbrâhîm Paşa. Les documents suivants sont un peu postérieurs, puisque le deuxième (188/2) fait référence à ce firman et que le troisième (188/2bis) accompagne ce dernier. Trois procès-verbaux de cadi (*hüccet*) d'avril-mai 1705, à peine antérieurs à ces deux documents qui y font allusion, désignent un certain Mileta Sorić comme représentant des victimes de Forbin (188/8, 10, 12). Le septième document (188/4), qui fait référence au 188/2, est donc postérieur à cet ensemble, comme la note qui l'accompagne (188/4bis). Il évoque également le remplacement du provvediteur général de Dalmatie Marin Zane (1702-1705) par Giustin da Riva (1705-08). Marin Zane, de retour de mission, date du 1^{er} août sa *relazione*. L'arrivée de son successeur et donc la rédaction du document 188/4 peuvent en conséquence être datées du début de l'été 1705. Le dossier est clos par une *hüccet* du 19 octobre 1705 enregistrant un témoignage de Mileta Sorić à son retour de Venise. La procédure a donc duré huit mois en 1705, mais elle fait suite à un événement antérieur, que le document 188/14 date de l'an 1114 (mai 1702-mai 1703). Le document 188/3 précise qu'il se produisit sous le gouvernement de Köse Halîl Paşa, achevé en novembre-décembre 1702. Or c'est bien en 1702 que Claude de Forbin fut actif en Adriatique, dans le contexte du début de la Guerre de succession d'Espagne, chargé d'empêcher l'approvisionnement en Italie des troupes du Prince Eugène depuis les ports habsbourgeois

24. Les archivistes vénitiens de l'époque ont placé en tête du cahier une liste des documents en italien et en ottoman. C'est à la numérotation qu'ils ont ainsi fixée qu'on se réfère. Il s'agit pour la plupart de copies, certaines certifiées conformes, effectuées pour les archives des autotités vénitiennes.

de Trieste ou Fiume / Rijeka. Malgré la neutralité affichée par la République²⁵, ces transferts se faisaient beaucoup sur des bateaux vénitiens, que Forbin finit par arraisonner, brûlant et pillant les bâtiments tout en relâchant les marins vénitiens. On est assez bien renseigné sur le détail de ces opérations par ses *Mémoires*²⁶, qui ont servi de source principale à la plupart des historiens, mais on ne trouve pas trace dans ce plaidoyer *pro domo* des malheurs de notre Hüseyn et de ses compagnons d'infortune, sans doute parce que Forbin craignait de nuire à sa réputation. Pourtant la critique interne de nos documents, confirmée par les notes italiennes les accompagnant, qui nomment le capitaine vénitien Antonio de Rossi, permet d'y voir plus clair. Il s'agit d'une affaire qui fit grand bruit à l'époque, comme le montre la correspondance de Forbin avec les deux ambassadeurs de Louis XIV alors à Venise, le cardinal d'Estrées et Hennequin de Charmont²⁷. Forbin y relate avoir trouvé sur le bateau de Rossi « trois Turcs ou Bossinois sujets de l'Empereur et un juif²⁸ ». Il est plus précis dans une lettre du 31 juillet : « J'ai gardé à mon bord les trois Bossinois sujets du roi des Romains ; il y en a un aussi qui se dit Turc et les autres chrétiens²⁹. » Autrement dit, il s'agissait de trois Bosniaques, dont un musulman et deux chrétiens. De fait, les documents ottomans permettent d'identifier ceux-ci. On comprend en effet, à la lecture des quatre *hüccet*, que sept sujets du sultan sont concernés, mais seuls Hüseyn bin Mustafa et Mileta Sorić, tous deux de Mostar, déclarent s'être trouvés sur le bateau vénitien saisi par Forbin et avoir été incarcérés trois mois dans les Pouilles, probablement à Brindisi, et il doit en aller même de Şâvin fils de Perî, également de Mostar, qui dit que Forbin a pris de l'argent « de ses mains »³⁰. Les quatre autres marchands étaient sans doute intéressés par un accord de commandite. La suite de la correspondance de Forbin avec les ambassadeurs montre le souci de dédommager Rossi, mais il n'est en effet pas question des victimes ottomanes, dont les Français ne savent trop quoi faire. On sait par la documentation ottomane que les trois captifs furent libérés, mais non dédommagés et rien n'indique que les autorités vénitiennes se soient préoccupées de leur sort. De retour en terre ottomane, nos marchands tentèrent de récupérer leur bien, en se tournant vers les autorités locales. Nous savons, par le document n° 188/3, que Köse Halil Paşa, qui quitta la Bosnie peu après leur retour, en novembre-décembre 1702, écrivit aux autorités vénitiennes, puis que son successeur İbrâhîm, arrivant en poste, en fit autant, sans obtenir de réponse. Les plaignants firent donc appel à la

25. Les tentatives françaises pour obtenir l'alliance des Vénitiens avaient échoué : cf. Benoît Maréchaux, « L'impossible alliance. L'ambassade extraordinaire du cardinal d'Estrées à Venise (janvier-avril 1701) », *Dix septième siècle*, 247-2 (2010), p. 291-312.

26. Cf. les p. 538-575 des *Mémoires du Comte de Forbin, chef d'escadre, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis*, dans Michaud et Poujoulat, *Nouvelle collection des mémoires pour servir à l'histoire de France*, IX, Paris, 1839, p. 454-608.

27. De substantiels extraits de cette correspondance sont fournis par Eugène Sue, *Histoire de la marine française*, Paris, Dépôt de la librairie, 1845, t. IV, p. 405 *sqq.*

28. Sue, p. 407.

29. Sue, p. 408.

30. Forbin présente ces hommes comme des sujets impériaux, peut-être pour justifier leur capture. Notons cependant que l'un d'entre eux semble avoir été porteur d'un laissez-passer impérial : cf. Camilio Contarini, *Annali delle guerre di Europa per la monarchia delle Spagne*, Venise, Sebastiano Coleti et Giovanni Malachin, 1720, I, p. 141.

Porte. Hüseyn obtint un firman de la décade du 25 février au 6 mars 1705 ordonnant au pacha d'écrire une lettre au provéditeur général de Dalmatie (188/6). Dès lors nos marchands prirent leurs dispositions et l'analyse des trois *hüccet* montre Mileta Sorić recueillant des pouvoirs entérinés par les offices de cadi pour négocier à Venise au nom du groupe. Peu après le 9 mai, il se rendit auprès du provéditeur général, portant des lettres du vali İbrâhîm Paşa. Le résultat se faisant attendre, le pacha profita du changement de provéditeur, au début de l'été, pour évoquer à nouveau la question. Notre dernier document, une *hüccet* rédigée le 19 octobre 1705 à Livno (188/14), en raison sans doute de la proximité de la frontière, montre que la question fut traitée à Venise, mais sans résultat favorable. Mileta Sorić attestait devant le tribunal que les Vénitiens n'avaient rien à se reprocher. Fort instructif sur le fonctionnement des rapports vénéto-ottomans, ce petit dossier éclaire d'un jour cru la situation de l'Empire ottoman et, dans une moindre mesure, de la République de Venise dans les premières années du XVIII^e siècle : ils sont désormais les témoins passifs de la « grande histoire », victimes collatérales de conflits qui les dépassent et se déroulent pourtant dans les eaux du « golfe de Venise » où ils voisinaient depuis des siècles³¹.

31. M^{me} Borromeo et moi-même préparons un article sur cette affaire.